Numérisation CERMTRI

N° 349 — Du 11 février au 4 mars 1955

"PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS"

BI-MENSUEL - 20 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DEFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

RÉDACTION, ADMINISTRATION: 30, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél.: CEN. 68-96

ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. — 6 MOIS: 200 FR.
C.C.P. Sté de Presse, d'Edition et de Librairie, 603201 Paris

NOUVELLE CONVULSION au KREMLIN

DEPUIS la mort de Staline, tous les prophètes de la petite bourgeoisie à la Martinet, tous les apologistes de la bureaucratie du Kremlin à la Deutscher, tous les rénégats stalinisants du trotskysme à la Pablo se sont accordés pour diagnostiquer la stabilisation et la libéralisation du régime de l'URSS et pour pronostiquer une évolution sans douleur vers la démocratie socialiste.

Fidèles à l'analyse faite par Trotsky en 1936, suivant laquelle « Deux tendances opposées grandissent au sein du régime. Développant les forces productives — au contraire du capitalisme stagnant — il crée les fondements économiques du socialisme. Et, poussant à l'extrême, dans sa complaisance envers les dirigeants, les normes bourgeoises de répartition, il prépare la restauration capitaliste », nous avons diagnostiqué une crise aiguë et pronostiqué une succession de zig-zag dans la politique de l'oligarchie du Kremlin.

LA REVOLUTION MONDIALE, ENNEMI PRINCIPAL DU KREMLIN

Mais, dit Claude Bourdet, c'est l'Ouest qui, en refusant de « causer », en s'obstinant à réarmer l'Allemagne, a liquidé Malenkov le conciliant. Il oublie de nous expliquer pourquoi le Kermlin n'a pas usé et n'usera pas de l'arme pourtant décisive dont il dispose contre le réarmement de l'Allemagne de Bonn : l'évacuation sans condition de l'Allemagne Orientale. Une telle mesure dresserait le peuple allemand tout entier contre Adenauer. Aussi le Kremlin, qui redoute le réarmement d'une Allemagne capitaliste, mais bien plus encore la victoire d'une révolution socialiste en Allemagne, s'il a pu envisager un moment, de mai à juin 1954, la rétrocession à froid de l'Allemagne Orientale à la bourgeoisie allemande, est-il décidé depuis l'insurrection du 17 juin 1953 — et bien plus encore depuis les grandes grèves dont l'Allemagne de l'Ouest est le théâtre — à maintenir l'Allemagne divisée.

C'est que, même si les agents de la Deutscher veulent l'ignorer (1), la bureaucratie est engagée dans une lutte acharnée pour la défense de ses privilèges contre les masses russes, et n'ignore pas que la victoire de la révolution prolétarienne en Europe serait le signal de sa perte.

Aussi Khrouchtchev a-t-il tenu à rassurer par avance les impérialistes américains, en se faisant interviewer la veille du limogeage de Malenkov sur la « coexistence » ; si le ton de Molotov deviendra plus rude sous Khrouchtchev qu'il ne l'était sous Malenkov, la chanson restera la même ; le Kremlin recherche toujours un compromis, même tacite, avec l'impérialisme, un compromis comportant la stabilisation du partage actuel du monde en zones d'influence et dont la pointe est dirigée contre les masses travailleuses et les peuples opprimés. Le Kremlin paie d'avance : il trahit la révolution au Guatémala et en Iran, il s'efforce de briser la colonne vertébrale des PC français et italien en frappant les dirigeants — Marty, Secchia, Lecœur — qui expriment, même de façon déformée, l'aspiration des masses à combattre, il exerce toute la pression en son pouvoir sur le PC chinois pour empêcher le développement de la révolution asiatique. N'est-ce pas Khrouchtchev lui-même qui, en mission à Pékin en octobre dernier, assura le peuple chinois de la solidarité du peuple de l'URSS — du peuple, et non du gouvernement — avec ses revendications sur Formose ?

G. BLOCH.

(Suite page 3)

LE PROCHAIN NUMERO DE

LA VERITE

PARAITRA LE 4 MARS.

N'OUBLIEZ PAS DE LE RETENIR DANS VOTRE KIOSQUE HABITUEL.

NI NOUVELLE GAUCHE, NI FRONT NATIONAL

Front Unique de classe pour le Pouvoir ouvrier

LA chute du gouvernement Mendès-France n'était plus qu'une question d'opportunité. Même ses plus chauds partisans avaient hâte qu'il tombe. Ce gouvernement fut un moment indispensable à la grande bourgeoisie française. Qui d'autre que Mendès-France aurait pu apparaître comme un homme nouveau ? Quel politicien bourgeois aurait pu justifier le soutien du Parti Socialiste et du P.C.F. ? Il a pu permettre à la bourgeoisie française de liquider à froid la guerre d'Indochine, en profitant des bons offices de la bureaucratie du Kremlin, et en empêchant les travailleurs français d'intervenir.

Certains espéraient que le gouvernement pourrait desserrer l'étreinte de l'impérialisme américain sur la bourgeoisie française, grâce à l'appui de la bureaucratie du Kremlin, et aussi à « la paix sociale » assurée par le Parti Socialiste et le P.C.F., et ainsi redresser la position de l'impérialisme franças en Afrique du Nord.

Mais la vanité de ces espoirs s'est rapidement fait jour. Le gouvernement Mendès-France n'a pu et ne pouvait pas réaliser ce programme. Car il ne pouvait pas modifier les raisons profondes de la décadence de l'impérialisme français, son besoin du soutien américain. Il ne pouvait empêcher les peuples d'Afrique du Nord de se mobiliser pour leur indépendance. Il était incapable de faire aux travailleurs des concessions réelles.

Le bilan du gouvernement Mendès-France ne prête à aucune confusion :

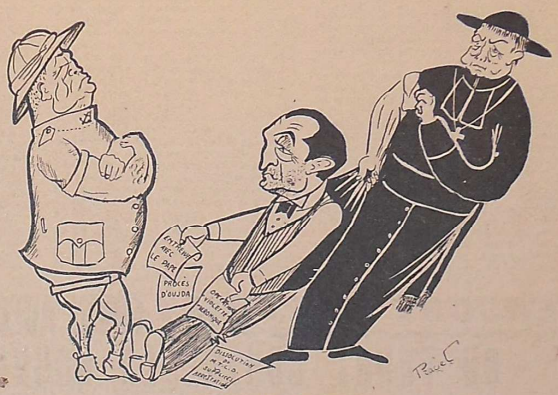
—les décrets-lois ; le maintien des salaires à un niveau encore bien inférieur aux pourtant bien modestes 25.166 francs réclamés par les organisations syndicales, en décembre 53, comme minimum vital pour 173 heures de travail par mois ; les accords de Londres et de Paris ; la répression en Algérie et au Maroc.

Pour le reste, des promesses, rien que des promesses. Promesses aux Tunisiens d'autonomie interne, vidée chaque jour un peu plus de contenu, promesse aux travailleurs, à qui après le fameux rendez-vous d'octobre, fut fixé le symbolique rendez - vous d'avril.

Déjà les dirigeants du P.C.F. furent, après l'élaboration des accords de Londres et de Paris, contraints de voter contre le gouvernement au Parlement (sans pour autant mener une lutte réelle contre lui dans le pays), et les dirigeants socialistes éprouvaient de plus en plus de difficultés à le soutenir.

Aussi les adeptes de Mendès-France eux-mêmes souhaitaient sa chute. L'important était qu'il tombe « bien ». Car alors peut-être pourrait-on interdire à « P.M.-F. » le rôle du « leader » de l'opposition. « Opposition » de sa majesté, bien entendu, dont le rôle sera essentiellement l'effort pour canaliser le mécontentement des masses ouvrières, de la petite bourgeoisie et de la petite paysannerie. Avec comme objectif éventuel, au cas d'une grave crise sociale, une nouvelle mystification. Cela s'appelle « la nouvelle gauche », dont les pères spirituels se nomment François Mauriac, André Malraux, et les organes « L'Express » et « Le Monde ».

Aussi les mains furent dégées « lobby » d'Afrique du Nord, qui n'est pas inquiet sur le contenu réel des promesses de P.M.F., mais avant tout sur le fait que celles-ci démontrent la faiblesse de l'impérialisme français, encourageant l'action des peuples d'Afrique du Nord. Ainsi



INGRATITUDE...

s'explique l'attitude d'un René Mayer qui, après avoir soutenu Mendès-France le 11 décembre et l'avoir sauvé pour quelque temps, a conduit, deux mois plus tard, l'attaque, alors que les problèmes débattus étaient les mêmes, les solutions proposées identiques.

S. JUST.

(Suite page 3)

Une lettre de la direction du *Mouvement National Algérien*

« LA VERITE » a reçu le document que voici :

Messieurs les Députés,

A l'heure où vous vous apprêtez à donner une orientation à la politique française en Afrique du Nord, il est de notre devoir de porter à votre connaissance les souffrances, les luttes pour la démocratie et les véritables aspirations du peuple algérien que nous avons l'honneur de représenter et dont on veut, encore une fois, décider du sort sans l'avoir consulté.

A l'heure où vous siégez, plus de trois mille cinq cents Algériens sont enfermés dans les bastilles algériennes. Les procédés utilisés par la police pour leur extorquer des aveux (les tortures de la baignoire, de la planche, de l'électricité, du tuyau, de la chambre à air, du manche à balai, de la bougie, de la chandelle, de la toupie, de la flagellation, du jet d'eau, de la pendaison et de la bouteille) rappellent avec beaucoup plus de sauvagerie ceux qu'avait subis le peuple de France sous l'occupation nazie. Les conditions dans lesquelles ils sont parqués dans les prisons et la façon dont ils sont condamnés n'ont d'égales que celles que de nombreux Français ont connues sous le régime de la Gestapo. Des centaines d'années de prison ont déjà été infligées à quelques uns d'entre eux sans l'ombre d'une preuve ou pour des motifs futiles.

Parallèlement à ces exactions et à ce despotisme sans nom qui transforment toutes les branches de l'administration en organismes de police, les troupes de toutes armes envoyées par le Gouvernement français en Algérie, se livrent à des actes de vandalisme qui dépassent l'imagination. S'attaquant essentiellement aux civils, elles brûlent leurs maisons, saccagent leurs récoltes détruisent leurs provisions, les bombardent, les mitraillent et incendient des régions entières. Des pillages, des viols, des assassinats sont journellement commis par des soldats français, tout comme en 1830. Dans la région de Foum-Toub, des vieillards, des femmes et des enfants algériens ont été enfumés dans les galeries d'une mine désaffectée. A Kettous (en Kabylie), on a fait danser des vieillards nus devant toute la population rassemblée de force sur la place publique et déportée par la suite. Les villages de Bel-Abbès, Boukhrouf, Tifertacine, Louaha, Annacer et El-Hammam ont été entièrement détruits à la dynamite et au lance-flamme, avec souvent leurs occupants à l'intérieur. De nombreux autres villages ont été partiellement détruits. Des jeunes filles ont été assassinées après viol aux douars Zellatou, Ichmoul et Yabous. Des hommes sont torturés à mort dans différents locaux de la police ou retirés de prison pour être abattus dans un champ. La population algérienne en entier est soumise à un régime d'état de siège et de terreur.

Ce que vous devez connaître cependan, Messieurs les Députés, c'est que cette terreur et ces ignominies qui indignent la conscience universelle et l'opinion publique française, n'arrivent pas et n'arriveront jamais à détourner le peuple algérien du chemin de la liberté.

Depuis 1830, la situation du peuple algérien n'a pas cessé de s'aggraver. L'impérialisme français qui a conservé sa cruauté et sa voracité sous tous les gouvernements de la France, n'a pas laissé au peuple algérien d'autre alternative que de vivre en esclave ou mourir. Après s'être accaparé de tous les biens de l'Algérie, après avoir plongé le peuple dans un paupérisme endémique, après s'être emparé de l'administration du culte, de l'économie et de l'enseignement, il s'est employé, avec un racisme inouï, à supprimer aux Algériens toutes les libertés, même les plus élémentaires, et à l'Algérie son Histoire et sa personnalité. Pénétrant et contrôlant toute la vie du peuple algérien, il s'est toujours opposé à la moindre émancipation des Algériens et leur a fermé toutes les voies légales de la lutte pour la liberté et le bien-être.

Face à cette odieuse domination colonialiste, le peuple algérien n'ayant pas d'autres moyens pour faire entendre raison à ses oppresseurs, prend aujourd'hui les armes pour défendre sa dignité et reconquérir ses libertés.

La gravité de cette situation prouve à elle seule que le problème algérien est essentiellement politique.

Vous devez savoir, Messieurs les Députés, qu'en de pareilles circonstances, il est avant tout urgent d'arrêter l'effusion de sang et de rétablir l'entente et la fraternité entre nos deux peuples.

Le Mouvement National Algérien, porte-parole de la quasi totalité du peuple, est convaincu que pour mettre fin au drame algérien, il convient d'ouvrir sans tarder un dialogue franco-algérien dans un climat de liberté et de confiance, préalablement créé par la libération de Messali Hadj et de tous les Algériens emprisonnés pour leur lutte anti-colonialiste ainsi que par l'arrêt de toutes les opérations militaires et répressives.

C'est la seule orientation à donner à la politique française en Algérie. Le sort du peuple algérien doit être décidé par le peuple algérien lui-même dont l'âpreté de la lutte et la solidarité sont un témoignage de sa volonté de vivre libre et indépendant.

Le Mouvement National Algérien attire votre attention sur la vanité d'une décision gouvernementale ou parlementaire qui ne tiendrait pas compte de cette volonté et vous affirme que toute solution qui méconnaitrait le droit du peuple algérien à disposer de lui-même conformément à la Charte des Nations Unies serait vouée à l'échec.

La Direction du
Mouvement National Algérien

La répression contre le P.C.I.

HUITIEME INTERROGATOIRE

APRES les camarades Fontanel, Margne, Bloch, Renard, Lambert, Lequenne et Bleibtreu notre camarade Stéphane Just est, à son tour, convoqué à la police judiciaire, brigade criminelle, chargée, à la suite d'une information ouverte contre notre Parti, sur les ordres du gouvernement, d'enquêter à propos de :

1°) La déclaration du Bureau Politique sur les événements d'Algérie parue dans « LA VERITE » numéro 343.

2°) Un article de notre camarade Renard intitulé : « Il vaut mieux mourir debout que vivre à genoux » et paru dans « LA VERITE » n° 344.

3°) Un article de notre camarade Renard intitulé : « Procès en sorcellerie à Oudjda » paru dans « LA VERITE » n° 345.

4°) Un article signé J. Thiebault et intitulé : « Les jeunes du contingent ne mourront pas pour le communiqué » et paru dans « LA VERITE » n° 345.

Alors que le siège de notre journal, 46, rue de l'Arbre Sec, avait été l'objet d'une perquisition sous la direction du commissaire principal Ducret.

Alros que notre camarade Renard avait pris la responsabilité politique de la déclaration du Bureau Politique.

Alors que tous les camarades interrogés avaient déclaré prendre la responsabilité politique des articles signés de leur nom et parus dans l'organe central du Parti.

Alors que les saisies faites au cours de la perquisition ci-dessus mentionnée, n'avaient apporté aucun élément qui ne soit publiquement connu, et pour cause, notre camarade Stéphane Just est convoqué lui aussi, devant la brigade criminelle, sans que pour autant les motifs de la convocation soient précisés à l'intéressé.

Nous reposons de nouveau la question avec insistance, question que nous formulions dans notre communiqué de presse en date du 17 janvier 1955 :

OU VEUT EN VENIR LA POLICE ? OU VEUT EN VENIR LE GOUVERNEMENT ?

A quoi riment ces convocations, ces interrogatoires, puis cette perquisition et cette saisie, et cette interdiction de notre journal ?

C'en est assez.

Notre parti est une organisation légale défendant publiquement ses positions.

(Suite page 3)

Meeting contre la répression

COMITE LOCAL
DU 13e Arrt DE PARIS

Travailleurs du 13e arrondissement, le Comité de Lutte contre la Répression Colonialiste vous invite à participer nombreux à sa

REUNION PUBLIQUE

LE VENDREDI 11 FEVRIER 1955

à 21 heures, Café de la Mairie, 2, Place d'Italie

Libérez MESSALI !

DEPUIS le 1er novembre, le dirigeant du Mouvement National Algérien est séquestré arbitrairement aux Sables d'Olonne. Au moment où l'opinion publique s'émeut des exactions policières et judiciaires de tous ordres, il est nécessaire de porter à sa connaissance les conditions absolument inouïes dans lesquelles se trouve Messali.

Messali Hadj n'est ni inculpé, ni condamné sur le plan du Droit, il est donc libre de résider et de circuler comme bon lui semble.

Déporté au mépris de toute légalité, d'Algérie à Niort, puis aux Sables d'Olonne, Messali a vu sa déportation se transformer en séquestration dans une chambre d'hôtel, entouré de policiers et de gardes mobiles.

On aurait pu penser que la vindicte gouvernementale allait s'apaiser. Surveillant étroitement ses moindres gestes, lui interdisant le moindre contact avec la population, dès qu'une personne tente de parler avec Messali, la police se rue sur elle pour lui demander ses papiers. Le gou-

P. L.

(Suite page 2)

Prisonnier d'Etat.

Numérisation CERMTRI

DES MILITANTS COMMUNISTES ÉCRIVENT A «LA VÉRITÉ»

« LA VERITE » ouvre ses colonnes, sans nécessairement partager tous les points de vue qu'ils développent, à des militants communistes qui n'ont pas d'autre tribune pour s'exprimer.
De cette nécessaire confrontation sortira, nous en sommes persuadés, la perspective concrète de la formation d'un puissant Parti Révolutionnaire en France.

C'ETAIT EN 1924

1955 : Mme Sportisse, députée du PCF parle de la « nation algérienne en formation ». Ses camarades députés font des politesses au ministre et donnent du « cher collègue » aux députés bourgeois.

Quand le Parti Communiste était révolutionnaire, quand il était un parti communiste, il savait se battre contre son impérialisme. C'est pourquoi, trente ans après, l'histoire de la lutte révolutionnaire du Parti Communiste contre la guerre du Rif mérite d'être rappelée, méditée et comprise.

LA DENONCIATION DE L'IMPERIALISME

Le 10 septembre 1924, les Rifains, sous la direction d'Abd-el-Krim viennent d'écraser les troupes de l'impérialisme espagnol, du bourreau d'ouvriers Primo de Rivera. Dans un télégramme célèbre, le groupe parlementaire, le Comité Directeur du PC sous la signature de son secrétaire Pierre Semard — depuis fusillé par les nazis — et le Comité National des Jeunesses Communistes « saluent la brillante victoire du peuple marocain, espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialismes, français compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain ».

« L'Humanité » entame une vigoureuse campagne de dénonciation de l'impérialisme. Jour après jour elle démonte le mécanisme de la domination du capital, le rôle des banques et notamment de la Banque de Paris et des Pays-Bas, la grande conspiration dont les traîneurs de sabre à la Lyautey, les politiciens de droite à la Painlevé et de gauche à la Herriot sont les agents. Le journal communiste montre que les ennemis des Marocains sont les mêmes que ceux des ouvriers français, les banquiers, les maîtres de forges, les généraux. « La lutte pour l'indépendance nationale est une lutte contre le capitalisme international ». Aussi, quand, le 14 mai 1925 éclatent les hostilités entre troupes rifaines insurgées et armée française, le Parti Communiste adresse un manifeste « aux ouvriers et paysans de France et des colonies » où il lance les mots d'ordre :

« PAIX IMMEDIATE ! FRATERNISATION DES SOLDATS FRANÇAIS ET RIFAINS ! RECONNAISSANCE DE LA REPUBLIQUE RIFAINE ! EVACUATION IMMEDIATE DU MAROC ! »

LES COMMUNISTES AU PARLEMENT

Les militants du groupe parlementaire en 1924-25, au milieu des clameurs sauvage de l'ennemi de classe, par-dessus leurs têtes, de la tribune parlementaire, s'adressent aux travailleurs, aux ouvriers et aux paysans de France, aux travailleurs et aux peuples coloniaux, aux soldats qu'ils appellent à la lutte contre la guerre à l'exemple des marins de la Mer Noire qui ont refusé de marcher contre la Révolution Russe !

L'ACTION DE MASSES

Le 17 mai à Luna-Park, 18.000 travailleurs assistent à un meeting organisé par le PC contre la guerre du Maroc. La commémoration des morts de la Commune au Mur des Fédérés, sur les mots d'ordre de lutte contre la guerre impérialiste rassemble 60.000 ouvriers parisiens. Le Parti Communiste mène toute sa campagne électorale pour les élections municipales sur la question de la guerre coloniale. Il organise des réunions de mères de combattants du Maroc. Partout où il y a des militants communistes se tiennent des meetings, des manifestations calme. La CGTU adresse à la direction de la CGT réformiste une proposition de front unique et d'organisation de manifestations communes sur les mots d'ordre de la paix immédiate et de l'évacuation militaire du Maroc. Le Parti et la CGTU organisent en commun un Comité d'Action contre la guerre du Maroc.

QUAND MAURICE THOREZ...

Le Comité impulse la formation de Comités locaux, de Comités d'usines. Un Congrès des ouvriers de la Région Parisienne rassemble 2470 délégués dont 130 socialistes et 700 adhérents de la CGT réformiste, les 4 et 5 juillet. Réunis avec les délégués du Nord, ils décident la constitution d'un Comité Central d'Action élargi et dont la présidence est confiée à un jeune militant, secrétaire de la Fédération du Nord, Maurice Thorez. D'autres congrès se tiennent à Lyon, Marseille, Bordeaux, Béziers, Strasbourg, au total plus de 7.000 délégués dont 200 délégués de village... Au nom du Comité Central d'Action, Maurice Thorez s'adresse au secrétaire général de la SFIO, à la direction de la CGT et leur propose l'organisation en commun d'une grève générale de 24 heures de protestation contre la guerre du Maroc.

La répression s'abat sur les communistes : en 4 mois, de juillet à octobre, 274 camarades sont condamnés à plus de 120 années de prison. La bureaucratie réformiste seconde la bourgeoisie et calomnie de son mieux les dirigeants révolutionnaires. Le 12 octobre 1925, pourtant, au mot d'ordre de grève générale contre la guerre du Maroc, plus de 900.000 ouvriers cessent le travail. On compte 200.000 mineurs, 150.000 métallos en grève. Dans la Loire 95 % des ouvriers ont cessé le travail. La police a provoqué de nombreuses bagarres et le sang de l'ouvrier Sabatier, assassiné à Puteaux s'ajoute à celui des victimes marocaines et françaises ; plus de 100.000 travailleurs assistent à ses obsèques.

LA FRATERNISATION

La propagande communiste ne s'arrête pas là. « L'Avant-Garde » s'adresse aux jeunes travailleurs sous l'uniforme.

Abd-el-Krim fait traduire en arabe et diffuser chez les Rifains les documents essentiels de la propagande communiste..

C'était en 1925 ! Depuis hélas, les temps ont changé, le Parti Communiste est devenu Parti Communiste Français. Il ne mène plus aucune action anticolonialiste dans les bureaux, chantiers et usines et encore moins dans la rue. Entre temps Thorez a été vice-président d'un gouvernement présidé par le général De Gaulle.

Nouvelle atteinte à la laïcité

FINALEMENT, le gouvernement « bourgeois-de-gauche » de M. Mendès-France a passé les dernières semaines de son existence à faire avaliser un bon nombre d'éléments importants du programme que la droite n'avait osé appliquer sous Pinay ou sous Laniel.

Ainsi en est-il de l'extension de la loi Barangé : après son vote — premier haut fait de la majorité réactionnaire issue des truquages électoraux, grande revanche des cléricaux sur un demi-siècle de laïcité —, le champ d'application de l'action des Bourses avait été limité aux enfants soumis à l'obligation scolaire (de 6 à 14 ans). Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

L'Assemblée nationale vient d'élargir (à bénéfice des subventions aux enfants de moins de 6 ans et de plus de 14. Les institutions privées qui s'occupent de ces enfants ne relèvent d'aucun contrôle sérieux : leurs effectifs, la fréquentation réelle des enfants intéressés, et par conséquent l'utilisation des fonds, sont INCONTROLABLES. En fait, c'est un don gratuit de l'Etat laïc (c'est-à-dire des contribuables, fonctionnaires et salariés) à un certain nombre d'œuvres cléricales qui aident à maintenir le régime — et celui-ci ne s'y est pas trompé.

Le radical Mendès-France, l'homme de la « nouvelle gauche » s'est tu : tout son gouvernement s'est abstenu dans le vote (sauf Billères). Et pourtant, cette abstention était décisive auprès des milliers de laïcs attachés à leur école, en premier lieu auprès des instituteurs. D'autant que cette nouvelle palinodie se produit deux jours avant que le même Mendès déclare, dans son fief d'Evreux, aux instituteurs : « Défendez bien l'Ecole au moment où elle est contestée et attaquée ». Jamais bourgeois tourné vers la « gauche » et vivant de son soutien n'a été aussi totalement obligé de se déjuger en faisant la politique de ses adversaires pendant que ceux-ci préparaient sa chute.

C'est sous les ministres radicaux Marie et Berthoin que l'Ecole laïque a subi les plus rudes coups depuis le temps lointain où les bourgeois radicaux lui donnaient naissance.

Qu'en pensent les instituteurs socialistes dont le Parti a été « le plus ferme soutien » du gouvernement Mendès ? Qu'en pensent les instituteurs communistes dont le Parti avait investi ce gouvernement ?

La défense de l'Ecole laïque est devenue aujourd'hui l'affaire du prolétariat et une partie de la lutte des partis ouvriers.

ENCORE UNE FOIS : FRONT AVEC LA BOURGEOISIE OU FRONT CONTRE LA BOURGEOISIE ?

A en croire le bureau politique du Parti Communiste Français, dans sa déclaration du 5 février :

« La crise ministérielle met une fois de plus en relief deux idées maîtresses :

1) La condition de tout changement effectif dans le pays est la modification de la politique extérieure.

2) Une politique de progrès doit nécessairement s'appuyer sur la classe ouvrière et les masses populaires ».

C'est à peu près exactement le contraire qu'il faudrait dire :

« 1) Une politique de progrès ne peut être appliquée que par un gouvernement prolétarien porté au pouvoir par les masses populaires et s'appuyant sur elles.

2) La condition de tout changement effectif de la politique extérieure est le renversement du capitalisme dans le pays ».

« Le caractère réactionnaire de la politique de Mendès-France, constamment soutenu par le Parti Socialiste, apparaît peu à peu, invinciblement à ceux que sa démagogie avait pu duper un temps » — déclare encore le B. P. du PCF. Etiez-vous donc parmi ses dupes quand vous votiez son investiture ?, demanderont les travailleurs, ou étiez-vous ses complices ? Etiez-vous ses dupes ou ses complices quand vous vous absteniez sur les pleins pouvoirs à Mendès ?

Mais Mendès a fait la paix en Indochine, rétorqueront les dirigeants staliniens. Mendès a fait la paix en Indochine, répondrons nous, parce que la bourgeoisie française y était contrainte, sous peine d'être jetée à la mer et, avec l'appui de l'URSS et à votre appui en France, Mendès, représentant du grand patronat, a pu conclure la paix à des conditions inespérées pour lui, consacrer la division du Viet-Nam et l'installation d'une tête de pont américaine dans le Sud.

BIEN DECIDES A RECIDIVER

Les Duclos-Servin n'ont rien appris de leur politique soutien de Mendès-France. Ils sont bien décidés à récidiver :

« Le Parti Communiste Français affirme avec force qu'il est prêt à soutenir, dans le pays et au Parlement, une politique qui tiendrait compte des nécessités nationales... »

Et ils appellent à voter, au second tour des élections cantonales, pour n'importe quel politicien « socialiste, radical ou autre » pourvu qu'il soit l'adversaire des accords de Paris. La bourgeoisie n'a donc qu'à trouver un autre « P.M.F. », et ces messieurs emboîteront le pas d'enthousiasme.

Mais les travailleurs ne les suivront pas dans cette voie. C'est ainsi qu'ils manifestent leur hostilité à la politique Duclos-Servin, par leur désaffection grandissante à l'égard de la presse stalinienne. Campagnes de vente et de souscription, appels larmoyants de Cachin, et pitreries d'André Wurmser n'y peuvent rien changer. Les travailleurs ont compris. Ils ont compris qu'ils n'avaient rien à attendre du « rassemblement de toutes les énergies nationales et démocratiques » (Duclos au C.C. du 26 janvier), c'est-à-dire d'un front avec la bourgeoisie et dans le cadre du régime capitaliste. Ils ont appris par des expériences amères et renouvelées qu'aucune amélioration durable de leur sort n'est possible dans le cadre du régime capitaliste. Ils veulent réaliser le front unique ouvrier pour le pouvoir ouvrier, pour le socialisme.

UN PROGRAMME ULTRA-REFORMISTE

Ce n'est pas l'avis de Duclos. N'a-t-il pas déclaré au C.C. du 26 janvier :

« Nous sommes les porteurs de cette certitude de libération par la victoire du socialisme et les combats que nous livrons à la tête des masses **à chaque étape de notre marche en avant nous rapprochant de cet objectif qui est notre raison d'être** ».

Le socialisme, but final pour après-demain — en attendant, il faut « produire d'abord », comme en 1945, ou soutenir Mendès-France, ou n'importe laquelle de ces étapes, qui, bien loin de mener au but, ne font que le reculer — c'est là le langage du réformisme le plus vulgaire.

Mais Duclos ne songe pas un instant à abattre le capitalisme. Aussi sa politique vis-à-vis des peuples d'Afrique du Nord reste-t-elle entièrement dans le cadre du colonialisme éclairé, de la défense des « intérêts bien compris » de « la France ». D'abord, il en parle le moins possible. Et il n'en parle que pour réclamer « le bien fondé des revendications à la liberté du peuple algérien », « l'autonomie interne », pour la Tunisie, ou « le soutien des légitimes aspirations nationales » des peuples du Maghreb (résolution du C.C. du 26 janvier). De leur indépendance, pas question. Duclos n'en veut pas : l'indépendance nationale », modèle Duclos, c'est bon pour la bourgeoisie française, pas pour les peuples qu'elle opprime. Et Duclos ne manque naturellement pas de calomnier les combattants héroïques d'Algérie: « Notre Parti... n'approuve pas le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes ». Qu'en pensent les anciens FTP ? N'ont-ils pas déjà entendu un langage de ce genre, dans la bouche des hommes de Vichy? Comme si la presse bourgeoise elle-même n'était pas contrainte de reconnaître qu'il s'agit en Afrique d'une guerre civile, d'une insurrection armée et non « d'actes individuels » !

Seulement voilà ! il faut choisir. Il faut être avec les combattants d'Algérie, ou avec l'ultra-colonialiste général Aumeran, adversaire déterminé du réarmement allemand. Et le choix de Duclos est fait. Il est avec Aumeran.

Le choix des travailleurs communistes est fait également : ils sont avec les partisans algériens. Ils comprennent que ceux-ci livrent assaut à l'ennemi commun, la bourgeoisie française. Et ils aspirent à prendre leur place dans ce combat. Car ils savent que c'est seulement en conquérant le pouvoir — et non en « faisant pression sur le Parlement » — qu'ils peuvent conquérir le Pain, la Paix et la Liberté.

R. MONGE.

ILS NE MANQUENT PAS DE SOUFFLE !!!

On lit dans « L'Humanité » du 8-2-55 :

« A la vérité, les deux politiciens — Mendès et Pinay — s'entendaient depuis longtemps comme larrons en foire. »

« Depuis fin 1953, écrit par ailleurs « L'Huma », identité de vue entre eux, même programme pour l'Union française, pour la politique européenne, pour les mesures économiques à prendre », etc..

Ne nous trompons-nous pas ? Duclos et les députés P.C.F. n'ont-ils pas voté l'investiture au gouvernement Mendès-France en juillet 1954 ?

N'ont-ils pas voté fin août 1954 la politique colonialiste de Mendès ?

N'ont-ils pas contribué par leur abstention à faire passer le vote sur les pleins pouvoirs économiques ?

De deux choses l'une, ou Duclos-Thorez prennent les travailleurs pour des imbéciles.

Ou ils ont trahi leurs intérêts en voulant pour Mendès-France, donc pour une politique de misère et de répression colonialistes.

En fait, il y a les deux choses dans la politique de la direction du P.C.F.

OU VA LE PARTI SOCIALISTE?

PAR-DELA les indisciplines (des 17 députés), et par-delà le vote pour ou contre la ratification des accords de Londres et de Paris, c'est tout le Parti socialiste qui est en cause, aussi bien sa politique que son régime intérieur. Les hommes qui le composent que les couches de la population qu'il représente.

De fait, le congrès de Puteaux a eu beaucoup de mal à enterrer les décisions du Comité directeur. Ce n'est qu'à 200 voix de majorité que la direction du P.S. fut approuvée par le congrès (1.800 voix contre 1.600). Et cette faible majorité exprime mieux que toutes les phrases le malaise profond qui règne dans cette organisation, malaise que Paul Parpais dans « Le Populaire » tente de masquer en écrivant : « Nul doute que, après ces débats empreints de grandeur et de dignité, l'unité du Parti, un instant ébranlée, ne se retrouve bientôt plus ferme, et plus fraternelle encore. Car il fallait peut-être qu'elle soit menacée pour que chacun en réalise entièrement tout le prix ».

Incrusté complètement dans le système politique de la bourgeoisie, attaché par mille liens depuis plus de 40 ans à l'appareil d'Etat bourgeois sous de multiples formes — parlementaires, municipales, administratives, etc. — le Parti Socialiste n'est plus et depuis longtemps, que le gérant fidèle et loyal du capitalisme. **Jules Moch, ministre de l'intérieur en 48, et Naegelen, gouverneur général de** l'Algérie, sans citer les autres, le démontrent amplement.

Epousant les besoins de la bourgeoisie française, dont la survie est liée aux destinées de l'impérialisme américain, le Parti Socialiste, en tant que parti réformiste, devait s'aligner sur un pro-américanisme délirant.

Ce pro-américanisme de nos réformistes français s'est traduit, en termes de politique internationale, par une propagande effrénée en faveur de l'Europe, capitaliste évidemment, et par son corollaire immédiat, la Communauté Européenne de Défense (CED), dont le P.S. a été un des plus chauds partisans, et après son rejet par l'Assemblée Nationale, pour la ratification des accords de Londres et de Paris.

Parti lié à la bourgeoisie, mais parti ouvrier par ses origines, sa place, les couches des travailleurs qu'il influence, le Parti Socialiste ne peut que subir, et les contradictions internes du monde capitaliste, et les contradictions engendrées par les besoins ouvriers qu'il représente et la réalité de sa politique inféodée à l'impérialisme. Ainsi ce n'est nullement en se situant à gauche qu'un Jules Moch ou un Naegelen s'élèvèrent contre la CED et les accords de Londres et de Paris, car, ce faisant, ils n'étaient que l'expression d'une aile de la bourgeoisie française tentant désespérément de maintenir la France dans son rôle de grande puissance en essayant de prendre quelque distance vis-à-vis des USA. Dans l'opposition à la CED et aux accords de Londres et de Paris, il y a également des militants qui s'efforcent de traduire les aspirations ouvrières fondamentalement hostiles aux besoins de l'impérialisme français que traduisent et un Guy Mollet et un Naegelen.

Ainsi le Parti Socialiste n'est pas seulement courroie de transmission des volontés bourgeoises dans le mouvement ouvrier, il reste aussi lié à ses origines ouvrières et socialistes.

Sous jacente au congrès de Puteaux est la situation politique en France et en Afrique du Nord. Des solutions au cadre politique actuel, il n'y en a pas 36.000. Ou persévérer dans le soutien de la bourgeoisie et être entraîné avec elle dans sa perte, ou poser des solutions authentiquement socialistes, telle est l'alternative devant laquelle continuera à se débattre le Parti Socialiste.

ROBERT DROUIN.

LIBÉREZ MESSALI

(Suite de la première page)

vernement pourrait s'estimer satisfait. D'autant plus que le silence complice de la presse — y compris *Franc-Tireur*, *L'Humanité* ou *Le Populaire*, et des partis ouvriers P.S. et P.C.F. — lui permet de cacher toutes ces illégalités au peuple de France.

Cela n'était pas suffisant.

Sous prétexte d'un congé de la chambre occupée par lui à l'été, le gouvernement a contraint Messali à loger dans une maison louée par la police qui, par ailleurs, fait office de « conc.erge ». Dans la ruelle bordant cette habitation, les CRS montent la garde mousqueton en bandoulière. Strictement encadré par des inspecteurs en civil, surveillé par une voiture-radio bondée de policiers, la séquestration de Messali est donc visible, établie, prouvée. La violation du DROIT, avec ou sans grand D, est flagrante. Qu'importe aux gouvernants et hommes politiques de la bourgeoisie. Ce qu'il faut frapper en Messali c'est la volonté tenace, absolue, de libérer son peuple des chaînes de l'impérialisme.

Les René Mayer, Pinay, Mitterrand ou Mendès-France peuvent s'affronter, se déchirer, publiquement, leur unité de front se rétablit dès qu'il s'agit de l'Algérie. Pour eux, l'Algérien doit continuer à être opprimé, chassé de ses terres, frappé par toutes les injustices. La résistance de Messali représente le symbole vivant de la conscience du peuple algérien de vivre libre, de ne plus se voir considérer comme étranger dans son propre pays.

Leçon et exemple pour les révolutionnaires du monde entier, et en particulier pour les révolutionnaires français, la résistance de Messali appelle un combat tenace et continu contre les violations des droits démocratiques les plus élémentaires que représente la séquestration du dirigeant du peuple algérien.

L'arbitraire policier et gouvernemental contre l'Algérien Messali Hadj prépare l'arbitraire policier et gouvernemental contre les militants ouvriers et démocrates français. De la même façon que l'oppression nationale du peuple algérien appuie l'exploitation capitaliste du peuple français.

Il n'y a qu'un seul et même combat mené sous des formes et avec des mots d'ordre spécifiques pour l'indépendance nationale de l'Algérie et la libération sociale du prolétariat français et algérien.

Contraindre l'impérialisme et sa police à reculer sur le front de l'arbitraire forcené qui s'abat sur Messali et son peuple, c'est renforcer le Front de classe dans ce pays même. C'est ouvrir la perspective libératrice.

HENAFF ET RENAULT

LE dernier Comité Central du P.C.F. reflète bien le désarroi politique dans lequel se trouvait l'appareil dirigeant à la veille de la chute de Mendès.

Quelles perspectives donner à la classe ouvrière après l'expérience Mendès ?

Aucune ! Aucun membre du C.C. n'y songe, car c'est bien là le dernier de leurs soucis.

Détachons cependant du lot l'intervention d'Eugène Hénaff, qui « salue comme un exemple... les résultats de l'action unie et concrète réalisée chez Renault ».

Il y a de quoi être sidéré !

Prendre Renault comme exemple, pour l'action concrète au moment même où la C.G.T., chez Renault, n'a jamais tant contribué, par *son inactivité totale*, à laisser toute initiative à la direction de la Régie...

Avoir l'impudence d'expliquer que le projet d'accord du syndicat C.G.T. correspond aux aspirations des travailleurs, et qu'ils en exigent la signature par des actions diverses, alors que personne — ni même le syndicat C.G.T. de chez Renault — n'en parle depuis près de 4 mois.

Ceci depuis que Lefaucheux a tourné en ridicule les organisations syndicales en leur signalant que la convention collective de la métallurgie signée en juillet, accordait des avantages inférieurs ou égaux à ceux que la direction de la Régie a accordés aux ouvriers. Et c'était peu !

Nous souhaiterions que tous les militants communistes de chez Renault lisent cette intervention d'Eugène Hénaff.

Déjà beaucoup d'entre eux doutent du sérieux politique de leur direction, mais s'ils lisent ces lignes, ils comprendront cette fois qu'il n'appartient qu'à eux de dénoncer sans complaisance l'optimisme béat, de commande, dont s'affublent leurs dirigeants politiques, qui désarme et désoriente les travailleurs. C'est aux ouvriers communistes d'agir et le premier lieu pour que les métallurgistes de chez Renault engagent le vrai combat,celui de tous les métallurgistes, de tous les travailleurs ; la lutte générale. Car ce n'est que par une lutte d'ensemble que les métallos lutteront, « concrètement » (Hénaff *dixit*) contre la productivité, les cadences et les déclassements, arracheront les augmentations de salaires.

LES FASCISTES EN ECHEC (Communiqué par la F.C.L.)

Vendredi, 28 janvier, le Rassemblement National du Sieur Tixier Vignancourt tenait un meeting salle Wagram. Différents orateurs exaltèrent un chauvinisme ultra, la grandeur de la « Patria » et la nécessité d'un régime « fort ». Ils rejetèrent sur le Parti Communiste la responsabilité du soulèvement algérien, en affirmant une soi-disant « fidélité » des populations et leur prospérité jusqu'à 1940. L'orateur fut alors interrompu par un membre de la Fédération Communiste Libertaire : « Le peuple algérien est exploité depuis 125 ans et non depuis 1940. Vive l'Algérie Libre ! » Des cris jaillissent du fond de la salle : « Indépendance des peuples coloniaux ! Retrait du contingent d'Afrique du Nord. A bas le fascisme ! »

Le service d'ordre se précipite sur les manifestants. Une bagarre violente s'ensuit dans les couloirs. Tables et chaises volent en éclats. Le groupe des communistes libertaires se replie en rangs serrés au chant de l'Internationale ; ce qui déclenche l'intervention de la police.

S. P. E. L.

Achetez tous vos livres à notre SERVICE DE LIBRAIRIE

46, rue l'Arbre-Sec, PARIS 1er

C.C.P. 6032-01 Paris

Commandes livrées dans les huit jours.

Franco de port.

Recherche de livres rares du mouvement ouvrier.

Numérisation CERMTRI

Eisenhower, les démocrates et la classe ouvrière américaine

LE message annuel que le président Eisenhower a adressé au Congrès (Parlement fédéral) le 6 janvier 1955 tenait compte de ce que les masses américaines se sont détournées de plus en plus de la politique du Parti Républicain. Eisenhower annonçait quelques mesures «sociales» afin de pouvoir affaiblir la position des Démocrates. Ainsi, il propose que le salaire minimum soit augmenté de 75 à 90 cents l'heure, et que l'Etat construise 35.000 maisons dans chacune des deux années à venir. Des améliorations dans les domaines de la Sécurité Sociale, des travaux publics et de la santé publique se trouvent également dans son programme.

Tout d'abord, plusieurs sénateurs démocrates, surtout ceux du sud des U.S.A., constatèrent que ce message ressemblait au «New Deal» de Roosevelt et au «Fair Deal» de Truman. Ils n'avaient pas tort ; effectivement, les concessions «sociales» que comportait le programme des deux présidents démocrates ne laissaient aucun tort réel au capitalisme. En disant que Eisenhower se rapproche de la politique sociale du Parti Démocrate — Eisenhower, général réactionnaire et représentant du grand capital —, ces politiciens démocrates avouaient en même temps que leur programme social à eux est bien pauvre. Stevenson et les autres dirigeants nationaux du Parti Démocrate comprennent le désavantage qu'un aveu pareil doit entraîner pour leur campagne de propagande destinée à discréditer les Républicains et à préparer les élections présidentielles de 1956. C'est pourquoi les premières déclarations de sénateurs démocrates furent bientôt suivies d'une analyse «confidentielle» du message d'Eisenhower, publiée par la direction nationale du Parti Démocrate à l'intention de ses parlementaires et de ses directions régionales et locales.

Cette analyse critique les propositions du président comme insuffisantes et leur oppose celles des dirigeants démocrates. Stevenson et Cie reprochent à Eisenhower de «réduire la force armée des Etats-Unis». Mais ensuite, dans le même document, ils lui reprochent de maintenir le budget militaire à un niveau supérieur à celui de la Guerre de Corée. Comprenne qui pourra. Evidemment, ces démanoques font de la surenchère à tout prix afin de plaire à la fois aux réactionnaires et aux syndicats. Tant pis s'il y a, dans leur critique, des contradictions presque monstrueuses.

Les Démocrates critiquent également — et à juste titre — l'insuffisance de 35.000 nouvelles maisons par an, maisons pour ceux qui à présent habitent des taudis. Car le nombre des maisons classées comme pratiquement inhabitables est de 15 millions... Mais les Démocrates semblent oublier que ce fut précisément le président Truman qui réduisit le programme fédéral de construction, d'une façon désastreuse, en 1950 ! Eisenhower s'est contenté de le maintenir au même niveau.

Et comment se fait-il que les Démocrates, ces grands défenseurs attirés du travailleur, ne critiquent pas les projets présidentiels concernant directement la classe ouvrière... ? Une fois de plus, le caractère nettement capitaliste du Parti Démocrate est bien visible dans ses déclarations ; et la propagande du Socialist Workers Party (Trotskystes) ne manque pas d'attirer l'attention des ouvriers d'avant-garde sur ce fait : Pas un mot contre le salaire minimum à 90 cents ! Pourtant, les syndicats américains réclament un salaire minimum d'un dollar, 25 cents. L'alliance entre les bureaucrates syndicaux et le Parti Démocrate joue, une fois de plus, en faveur de ce dernier, au détriment du Prolétariat. Pas un mot sur la nécessité de lois défendant les droits des nègres : Apparemment, les Démocrates ne comptent pas lutter, en 1955, pour ces droits qui étaient jadis un point de leur programme électoral. C'est là une concession que Stevenson et Cie., les soi-disant «Libéraux», font aux réactionnaires antinègres du Sud.

Reuther, président de la C.I.O., appuie toujours ce parti bourgeois... Un autre bureaucrate de la C.I.O., Mike Quill, président du syndicat des ouvriers du transport, s'est prononcé en faveur d'un «Labor Party» dont la tâche serait de faire pression sur le Parti Démocrate, afin de le pousser à gauche — conception absurde d'un parti ouvrier qui ne serait pas une force politique indépendante, mais un groupe tendant à rendre le Parti Démocrate, parti capitaliste, plus amical à l'égard de la classe ouvrière. Tandis que les Staliniens soutiennent le projet de Quill dans leur organe, «Daily Worker», le S.W.P. (Trotskyste) le dénonce énergiquement. Il ne faut pas répandre de nouvelles illusions sur la nature et les possibilités d'évolution du Parti Démocrate, mais convaincre l'avant-garde de la nécessité d'une politique indépendante de classe — d'un Labor Party luttant pour une Amérique des ouvriers et des Paysans, et non pas pour quelques miettes de plus du festin capitaliste.

Ralph CARLTON.

... POUR LE POUVOIR OUVRIER

(Suite de la première page)

De quel gouvernement allons-nous être gratifiés ? Quel que soit le nom du futur président du Conseil — Pinay ou tout autre — sa politique ne sera pas sensiblement différente de celle poursuivie par Mendès-France. Sans doute tentera-t-il d'obtenir de nouvelles concessions des dirigeants du Néo-Destour, tout en essayant d'éviter la rupture ; sans doute, la répression en Algérie et au Maroc sera peut-être plus ouverte. Mais pas plus que Mendès-France n'a pu modifier profondément la politique de ses prédécesseurs, ils ne pourront modifier profondément la politique de Mendès-France. Les données fondamentales sur lesquelles repose l'impasse historique de l'Impérialisme français, ne prêtent qu'une marge de manœuvre extrêmement restreinte à ses hommes politiques.

●

Après «Mendès-France» les choses sont claires. Rien ne pourra être obtenu par les combinaisons parlementaires, quelles qu'elles soient, aussi il pourrait sembler que tirant les leçons de leur propre expérience, les organisations qui se réclament de la classe ouvrière vont cesser de maintenir leur politique dans le cadre du parlementarisme bourgeois. Elles auraient l'occasion d'appeler les masses à l'action pour imposer au pouvoir le gouvernement des travailleurs appliquant un programme ouvrier, s'appuyant sur les travailleurs eux-mêmes. Hélas, les dirigeants ouvriers se refusent à s'engager dans cette voie.

Déjà le Bureau Politique du PCF a réaffirmé sa position. Il s'agit toujours de chercher, comme Diogène, avec une lanterne, un bon gouvernement bourgeois, bien français, qui ne tournera pas le dos aux propositions de l'U.R.S.S. Le Parti Socialiste va retrouver une raison d'être : attendre que la situation lui permette le soutien ou la participation à un futur gouvernement de collaboration des classes.

Avec de tels dirigeants, il est clair que la bourgeoisie pourrait bien tranquillement régler ses petites affaires. Mais il y a autre chose :

Les manifestations des petits paysans, des petits commerçants et des artisans (en dépit de l'utilisation que tent d'en faire des réactionnaires à la Poujade) indiquent à la classe ouvrière l'appui qu'elle peut rencontrer auprès des masses petites bourgeoises. La lutte engagée par les peuples d'Afrique du Nord est un puissant stimulant à l'action pour les travailleurs français eux-mêmes. Le souvenir d'août 53 rappelle la possibilité vivante inscrite dans la situation : Se battre tous ensemble, au même moment et, ce coup-ci, jusqu'au bout. Jusqu'à la victoire contre le gouvernement des capitalistes.

Ce qui manque encore ce sont les moyens de s'unir, de se rejoindre pour préparer l'action. De tels moyens existent cependant : Sur le plan syndical, les Assises Nationales par l'Unité d'Action Syndicale représentent indubitablement la forme d'inspiration du Front unique de classe. Sans doute des Assises Nationales syndicales ne peuvent tout résoudre. Car ce dont il s'agit : imposer un gouvernement des travailleurs sans lequel aucune solution ne peut être trouvée aux maux qui assaillent les masses. Mais des Assises Nationales syndicales pourraient devenir le marche-pied du Front unique de toutes les organisations politiques, aussi bien que syndicales de la classe ouvrière.

Ce qui manque encore c'est le Front Unique du P.S. et du P.C.F. C'est la rupture de la coalition infâme et anti-ouvrière qui unit sous des formes diverses le P.S. aux fractions de la bourgeoisie «européenne» et le P.C.F. à la tendance «anti-européenne» de l'impérialisme.

Si le travailleur socialiste et le travailleur du P.C.F. se rencontrent sur le plan de la lutte syndicale, se mettent d'accord pour préparer en commun la grève générale, les dirigeants socialistes et du P.C.F. ne pourront se dérober longtemps impunément au Front unique politique et à son objectif : le Pouvoir. Et s'ils se dérobaient néanmoins, les travailleurs trouveraient les formes d'organisations politiques propres à remplacer les organisations défaillantes.

RÉPRESSION...

(Suite de la première page)

Ses principes fondamentaux sont connus.

Ses militants, partout où ils se trouvent, dans les organisations syndicales comme dans leur milieu professionnel, luttent pour le triomphe des idées et du programme trotskystes.

Que vient faire là la brigade criminelle ? Pourquoi ces interrogatoires saugrenus ?

Nous avons répondu aux premières convocations car nous n'avons nullement l'intention de nous dérober aux responsabilités qu'implique notre prise de position sur les événements nationaux et internationaux.

Nos responsabilités ont été prises. Nous n'avons jamais cherché à les minimiser, ni les atténuer, avant comme après la dite ouverture d'information contre notre organisation.

Nous affirmons, et les organisations ouvrières et démocratiques l'estimeront avec nous, que rien dans notre politique ne justifie les investigations de la brigade criminelle.

C'est pourquoi nous déclarons, que plus un seul de nos militants ne répondra aux convocations lancées par la dite brigade.

Si etre trotskyste, et adhérent d'un Parti légalement déclaré, le PCI (Section Française de la IVe Internationale) constitue un délit, que le gouvernement prenne ses responsabilités.

L'affaire sera claire. Chacun saura qu'il y a atteinte aux libertés démocratiques les plus élémentaires : atteinte à la liberté de la presse et d'opinion.

(Communiqué adressé à la presse par le Bureau Politique du PCI.)

La crise de la Ligue Arabe

LA diplomatie américaine vient de marquer un point dans le Moyen-Orient avec la signature du traité turco-irakien. On sait le rôle que joue la Turquie dans tout le dispositif stratégique de l'impérialisme américain dans cette partie du globe — que ce soit vers le sud-est de l'Europe avec l'accord Turquie-Grèce-Yougoslavie ou vers l'Asie centrale avec le traité turco-pakistanais et maintenant le traité turco-irakien, la Turquie est la pièce solide sur laquelle s'appuie Washington — à la fois pour boucler la ceinture cadenassée autour de l'URSS et pour se substituer au passage à l'impérialisme britannique, «protecteur depuis plus d'un quart de siècle des nations arabes.

⁂

Un tel résultat n'est possible que lorsque les masses arabes sont totalement muselées — c'est-à-dire une dictature établie — le régime de Nouri-Saïd à Bagdad est apparu suffisamment solide pour tenter l'opération du traité, à la fois chaînon complétant l'accord turco-pakistanais et précédant un accord turco-iranien dont le Chah de Perse entend parler à Washington et bombe destinée à faire éclater la Ligue Arabe.

La victoire de Nasser au Caire et la signature de l'accord anglo-égyptien sur le Canal ont permis à Londres de retrouver toute son influence dans la vallée du Nil. Les promesses des Bermudes ont été tenues mais elles prennent une allure de duperie pour la Grande-Bretagne lorsqu'elles s'accompagnent de la dislocation de ce qui fut l'un des instruments de la politique britannique et menacent l'Egypte de se voir contraindre par l'isolement à rejoindre bientôt le clan turco-américain.

⁂

Coup sur coup, le gouvernement égyptien a dû faire taire les attaques de la radio du Caire contre la politique de l'impérialisme français dans le Maghreb ; le bloc des pays arabes a renoncé à poser la question du Maghreb aux Nations-Unies ; et maintenant la solidarité inter-arabe est brisée par la signature du traité entre Bagdad et Ankara.

Les gouvernements des pays arabes font l'expérience que la marge de manœuvre qui leur est laissée par l'impérialisme est de plus en plus étroite — parce que, en particulier dans le Maghreb, les dangers que court l'impérialisme, sont de plus en plus grands. Seuls des régimes dictatoriaux, comme ceux de Zahedi ou Nouri-Saïd ou de Nasser peuvent accepter de prendre des mesures qui portent un coup direct au profond sentiment de solidarité qui unit les masses arabes et à leur haine violente de l'impérialisme. Mais ce faisant, ces régimes creusent leur tombe et font place nette, pour qu'à la prochaine étape, la lutte des masses arabes contre l'impérialisme reprenne à un niveau politique plus élevé que par le passé.

IL EST PLUS QUE TEMPS !!!

A la veille des débats sur l'Afrique du Nord, qui ont entraîné la chute du gouvernement, Bourguiba rappelait dans «L'Express» sa confiance en Mendès-France. Publiquement, le dirigeant du Néo-Destour caractérisait sa politique de négociation, comme pouvant devenir «la pierre angulaire d'un grand ensemble franco-africain».

Il est réellement étonnant de lire un tel désaveu implicite de la politique développée par les autres partis nationalistes nord-africains sous la plume de Bourghiba.

Ceci dit, notons que : 1°) malgré l'ampleur des concessions effectuées par les Néo-Destouriens au gouvernement Mendès-France, celui-ci, exigeant encore plus, n'a pas voulu signer les conventions avant le débat.

2°) Le moins que l'on puisse penser après que la «confiance exclusive» — abusive, écrivions-nous — en Mendès-France, ne saurait se reporter sur Pinay, dont la mission, par ailleurs, consiste à parachever la capitulation du Néo-Destour.

Car les affirmations verbales de Pinay ou de tout autre ne peuvent masquer le fait que, pour l'impérialisme français le Néo-Destour doit capituler totalement pour devenir un interlocuteur valable.

Il est plus que temps pour les dirigeants nationalistes tunisiens de se reprendre !

Nouvelle convulsion au Kremlin

(Suite de la première page)

CONFLIT DE CLASSE

Les contradictions sociales et économiques qui déchirent l'URSS, sont à la source des tournants successifs de la politique du Kremlin, et des conflits qui déchirent la caste dirigeante. C'est sur la contradiction fondamentale entre le caractère arriéré des forces productives et le caractère avancé du régime de propriété que s'est édifié le pouvoir politique de la bureaucratie dirigeante, qui gère l'économie et répartit la pénurie de produits entre les consommateurs, en s'attribuant naturellement la part du lion. Cette contradiction s'exprime sous une forme aiguë dans le retard du développement de l'agriculture sur le développement de l'industrie ; disharmonie qui elle-même est en définitive le produit du retard de l'industrie — car pour élever rapidement le rendement de l'agriculture il faudrait une technique supérieure.

Elle se reflète aujourd'hui encore dans la forme de la propriété : propriété étatique de l'industrie, propriété kolkhozienne, c'est-à-dire propriété de groupe, de la terre et du bétail (les sovkhozes ou fermes d'Etat ne représentent qu'un faible pourcentage de l'agriculture), à quoi s'ajoutent les parcelles individuelles des kolkhoziens.

Dans la lutte pour la répartition du revenu national, s'expriment ainsi, beaucoup plus puissamment dans l'agriculture que dans l'industrie, les tendances à l'accumulation privée, les tendances centrifuges, antagonistes de l'économie planifiée. Ainsi s'exprime le conflit de classe entre les rapports de production socialisés issus de la révolution prolétarienne d'octobre 1917, et les tendances à la restauration du capitalisme privé. Le groupe dirigeant du Kremlin est pris entre des nécessités contradictoires : il développe les privilèges de la bureaucratie dirigeante, tout en les contenant dans les cadres de l'économie planifiée, de la propriété collective, à laquelle les masses ouvrières ne lui permettraient pas de s'attaquer.

UN SPECIALISTE DES VIRAGES SUR L'AILE

Du vivant de Staline, en 1950, une tentative fut faite pour intégrer la propriété kolkhozienne dans la propriété d'Etat, avec le mot d'ordre des «agrovilles». En l'absence d'une technique suffisante, les agrovilles n'étaient qu'une utopie bureaucratique, qui fut rapidement abandonnée. Et Malenkov, dans son rapport au XIXe congrès du PCUS (septembre 1952) condamna les agrovilles, dont le protagoniste n'était autre que Khrouchtchev, qui sut s'en tirer sans dommage.

Mais au lendemain de la mort de Staline l'aspiration générale des masses soviétiques à de meilleures conditions d'existence contraignit le groupe dirigeant à multiplier les promesses. A la séance du Soviet Suprême du 8 août 1953 Malenkov dut s'engager à «réaliser dans notre pays, dans les deux ou trois années à venir l'abondance des vivres pour notre population et de matières premières pour notre industrie légère». Le développement de la production de biens de consommation, l'élévation considérable du niveau de vie des masses travailleuses «d'ici deux ou trois ans» devint le leit-motiv propagandiste du Kremlin.

Après une courte période de «cours Béria» — cours de concessions limitées aux masses — le groupe dirigeant, épouvanté par la menace révolutionnaire incarnée par les insurgés du 17 juin 1953, et les grévistes de Pilsen et d'Ostrava en Tchécoslovaquie, chercha appui contre les masses dans les tendances à l'appropriation privée. Béria fut liquidé avec l'appui des différentes fractions bureaucratiques de l'armée, et Khrouchtchev, dans son rapport au Comité Central de septembre 1953, annonça une politique de concessions très amples aux forces réactionnaires dans l'agriculture. Les impôts agricoles arriérés furent annulés, les impôts à verser considérablement réduits ; les prix des denrées agricoles livrées obligatoirement à l'Etat furent multipliés par 2, 3 et 5 ; les kolkhozes riches encouragés à s'enrichir davantage, aux dépens des kolkhozes «retardataires» et de la population tout entière.

Khrouchtchev révélait en même temps la situation désastreuse de l'agriculture soviétique : à peine au niveau de 1916, pour une population de 220 millions au lieu de 130 millions.

Le nouveau rapport Khrouchtchev du 26 janvier 1955 nous apprend que la situation n'est pas meilleure aujourd'hui. Les kolkhoziens riches, encouragés à s'enrichir davantage, préfèrent travailler sur leurs parcelles privées que sur les terres kolkhoziennes ; les présidents de kolkhozes troquent directement leurs produits avec tel ou tel «trust» industriel, et livrent le moins possible à l'Etat.

L'anarchie bureaucratique a fait le reste. La politique Khrouchtchev a fait faillite — mais Khrouchtchev a su rejeter à temps la responsabilité sur le dos de Malenkov.

Tout en stimulant les tendances centrifuges, le Kremlin s'efforça dès le début de les contrôler, notamment en développant le rôle de contrôle des M.T.S. (Stations de Machines et Tracteurs) sur l'agriculture, et en incorporant des milliers de mécaniciens kolkhoziens dans les cadres permanents des M.T.S. Puis, incapable d'accroître le rendement des terres anciennement cultivées, Khrouchtchev préconise le défrichement de millions d'hectares de terres vierges en Asie Centrale... défrichement dans lequel un rôle essentiel fut joué par les sovkhozes.

NOUVEAU TOURNANT

Khrouchtchev, qui remplaça Malenkov comme premier secrétaire du PCUS aussitôt après la mort de Staline, avait maintenant l'appareil du Parti bien en main. Une série de voyages dans les «démocraties populaires» lui permit d'assurer ses positions dans les Etats satellites. La menace du réarmement de l'Allemagne devait leur permettre de jeter par-dessus bord les promesses d'amélioration du niveau de vie «d'ici deux ou trois ans» sous le prétexte des nécessités de la défense. Le 24 janvier, Mikoyan, ministre du Commerce et protagoniste de la «production des biens de consommation» était limogé. Le même jour, la «Pravda» rappelait le principe stalinien de la primauté de l'industrie lourde. Et le 26 janvier Khrouchtchev prononça, devant le Comité Central, un discours d'une violence extrême contre les «tendances droitières» et leurs «éructations». Il fit allusion à Boukharine et Rykov — à Rykov qui, successeur de Lénine à la présidence du Conseil des Commissaires du Peuple, fut démissionné par Staline en 1931, reçut un poste secondaire après autocritique, ce qui ne l'empêcha pas d'être fusillé en mars 1938 comme espion. Malenkov connaîtra-t-il le même destin ? La crise du régime bureaucratique ne peut aller qu'en s'aggravant et les convulsions les plus violentes sont encore devant nous.

Avec la victoire de Khrouchtchev, la bureaucratie du Parti, conservatrice à la fois des privilèges bureaucratiques et des rapports de production socialisés, appuyée sur le Guépéou réorganisé sous son contrôle, prend le pas sur les militaires, et les hauts fonctionnaires de l'Etat et de l'économie.

Les génuflexions de Malenkov devant le Comité Central, la désignation de Boulganine «œil du Parti dans l'armée» au poste de Malenkov, et sur proposition de Khrouchtchev, viennent le confirmer. Cette victoire n'est pourtant pas totale. Tout en limitant le pouvoir des militaires, Khrouchtchev concède à Joukov, le ministère de la défense. Il s'efforce aussi de rassurer les privilégiés de l'agriculture, comme le prouvent les singulières déclarations de Malenkov, reconnaissant être coupable de tout ce qui ne va pas dans l'agriculture — mais pas de l'impôt agricole, impôt caractéristique de la politique Khrouchtchev d'encouragement aux paysans riches, qui est lui, excellent, car Malenkov en attribue l'origine au Comité Central !

De nouvelles convulsions sont inévitables. Mais le dernier mot ne sera dit ni par les militaires, ni par les hommes du Parti ou de la Police, ni par les spécialistes de l'économie. Il sera dit par les prolétaires soviétiques, qui renverseront le régime bureaucratique et restaureront la démocratie socialiste.

SECCHIA

L'AFFAIRE Secchia démontre que, sous une forme ou sous une autre, les difficultés que rencontre le Parti Communiste Italien ne manqueront pas de surgir à nouveau avec une violence accrue.

Dans cette affaire du Parti Communiste italien, bien des traits communs la rapprochent des affaires similaires qui se sont produites en France. Deux faits sautent aux yeux. En premier lieu, Secchia a tenté de se défendre en présentant sa propre plate-forme politique, en second lieu, il n'a pas hésité à s'adresser au congrès du Parti Communiste italien pour balayer les accusations portées contre lui.

Ceci implique que d'ores et déjà le développement de la crise prendra des formes beaucoup plus explosives et beaucoup plus radicales qu'en France au moment de l'affaire Marty-Tillon puis de l'affaire Lecœur.

L'affaire Lecœur a trouvé son épilogue en France par la présence de l'ex-secrétaire d'organisation dans les travées communistes de l'Assemblée nationale au moment de l'ouverture de la session parlementaire. Lecœur a fait son auto-critique en applaudissant des deux mains le discours d'ouverture du doyen du Parlement français qui n'était autre que Marcel Cachin !

Quand à Tillon et Marty, leur silence obstiné depuis de longs mois, sinon des années a rapidement estompé bien des espoirs suscités au sein même du P.C.F..

Car Marty et Tillon ne se sont pas simplement bornés au silence public sur les différends qui les opposaient à la direction stalinienne française. Ils ont gardé le silence le plus total sur l'ensemble des événements politiques français et internationaux survenus après leur exclusion. Leur seule manifestation publique a été de suivre fidèlement au Parlement la politique de collaboration des classes pratiquée par le Bureau politique du P.C.F. Que ce soit pour les grèves d'août 53 en France, pour l'investiture de Mendès-France ou pour les événements algériens, ils se sont refusés à ouvrir la voie que les militants du Parti attendaient d'eux. Ils n'ont pas voulu une politique répondant aux besoins et aux revendications de la classe ouvrière. Ils ont, avec Duclos, voté Mendès-France. En agissant ainsi, ils se sont privés de la seule possibilité existant de lever l'hypothèque politique pesant sur leur exclusion.

Jusqu'à présent, la voie suivie par Secchia a été plus correcte. Il s'est adressé au congrès de son parti, il a cherché à se définir politiquement.

Que Secchia poursuive ou non dans cette voie, il restera qu'il a ouvert ainsi une issue progressive à la crise du P.C. italien. Il ne suffit pas de résister, à titre personnel et privé, dans les coulisses. Quand on s'appelle Marty ou Tillon, on doit des comptes publics à la classe ouvrière et aux militants du P.C.F.

D. R.

Numérisation CERMTRI

★ SUR LE FRONT OUVRIER ★

Palabres d'inaction ou unité d'action révolutionnaire

LORSQUE la classe ouvrière tente de se rassembler, cherche les voies et les moyens pour assurer sa cohésion morale et matérielle, contre son ennemi le capitalisme, nous voyons apparaître de bonnes âmes, charitables, et très conseilleuses.

Les unes, au nom d'un purisme révolutionnaire, disent : « Peuh ! ces petites revendications : 25. 166 francs par mois, pensez donc. Parlez-nous plutôt de transformation sociale. Et regardez ces pauvres directions ouvrières. »

Les autres, pleines de leur importance et de leur « réalisme », expliquent la nécessité pour le prolétariat de défendre pied à pied ses revendications économiques, dans les entreprises. Elles ne vont d'ailleurs pas loin, noyées dans le flot de si petites phrases.

Les luttes immédiates, et les tâches plus amples du prolétariat sont-elles séparées par une muraille de Chine que l'on ne puisse franchir ?

Ce que les travailleurs veulent, aujourd'hui, c'est se battre contre la bourgeoisie, immédiatement et tous ensemble, pour ne pas continuer à mourir à petit feu. Comme ces messieurs ne veulent pas lâcher leurs profits, tant pis pour eux. Ils ne nous arrêteront pas à mi-chemin — comme en 36 en 44 —, ou même en août 53.

Comment insérer, à notre avis, dans les positions divergentes, le mot d'ordre des « Assises nationales pour l'unité d'action » lancée par des militants unitaires ? C'est ce que nous allons tenter de voir. Que nos lecteurs nous écrivent, et le dialogue rendra cette confrontation encore plus fructueuse.

Luttes partielles et lutte d'ensemble

Au dernier C.C. du P.C.F., Henaff, secrétaire de l'Union départementale C.G.T. de la Seine, a fait une intervention remarquable.

Il appelait les travailleurs de Renault à lutter pour imposer une « convention collective d'usine », c'est-à-dire imposer, par leurs seules forces, dans une seule usine, des revendications qui sont, dans leurs lignes générales, les revendications de l'ensemble des métallurgistes !

Le discours de Duclos sur « la défense des revendications de la classe ouvrière » développe le même thème : les travailleurs doivent se battre usine par usine.

Cela signifie-t-il que les travailleurs doivent être hostiles à toutes luttes partielles ? Les Assises nationales pour l'unité d'action sont-elles en contradiction avec toute lutte partielle ?

Il est évident qu'à chaque instant, des secteurs plus ou moins importants de la classe ouvrière (de l'usine, à la région ou à la corporation) entrent en lutte contre le capital, soit pour lui arracher des avantages particuliers, soit pour défendre les avantages acquis.

Ces luttes doivent être soutenues : tout ce qui est arraché aux patrons, dans l'action, augmente la confiance des ouvriers dans leurs propres forces. Pour que les patrons cèdent, il faut que ces actions soient unitaires, mais l'expérience démontre que sans une perspective de lutte d'ensemble, le patron cède peu. En d'autres termes, le patronat et l'Etat ne cèdent aux revendications partielles que par crainte de voir le mouvement se généraliser. A l'étape actuelle, il faut le proclamer nettement, la satisfaction des petites revendications ne sera que le sous-produit d'une préparation méthodique à une lutte générale.

Les conférences locales ou corporatives permettent d'atteindre ces objectifs en réalisant l'unité d'action des syndicats, de tous les travailleurs. Elles ont un avantage qui n'est pas secondaire. Elles situent ces luttes dans leur cadre véritable.

Les grandes revendications nationales, que ce soient les 25.166 francs, les 40 heures payées 48, ou la suppression des abattements de zone, ne peuvent être obtenues que par une lutte nationale. Ce sont ces revendications qui sont l'objectif des travailleurs de ce pays.

Lorsque les fonctionnaires, en novembre, ont débrayé dans toute la France, ont manifesté à Paris, dans la rue, ce fut un incontestable élément de mûrissement de la conscience ouvrière : c'était ce que tous voulaient faire.

La discussion pour une convention collective des métallos parisiens avait lieu à ce moment.

Poussés par cet exemple, les syndicats s'unirent, organisant un meeting commun à la Bourse du Travail. Des perspectives semblaient s'ouvrir.

Les deux mouvements restèrent séparés. Les dirigeants syndicaux tentèrent de jeter des illusions sur Mendès-France.

Le ministère des Finances, le gouvernement dirent non.

Les patrons rompirent les pourparlers.

Les fonctionnaires se retrouvèrent en délégations à l'Assemblée nationale, les métallos à la lutte usine par usine. L'unité elle-même s'effrita.

Est-ce cela que le P.C.F., qui a ses militants à la tête de la C.G.T. veut rééditer ?

On n'a pas le droit de citer en exemple l'unité en Seine-et-Oise contre les abattements de zone, sans expliquer comment peut s'étendre et se coordonner dans l'action, cette unité.

On n'a pas le droit d'expliquer : « Les monopoles... hostiles au relèvement des salaires jouent un rôle de plus en plus déterminant dans la vie économique française... », sans expliquer aux ouvriers comment se grouper pour les combattre.

Duclos pense que tout pousse au socialisme. Mais le socialisme, pour Duclos, s'instaurera-t-il usine par usine ?

Il fut un temps où l'on nous expliquait : « La grève générale ne se fait pas en appuyant sur un bouton ». Le dernier des ânes, en politique, comprend cela, mais il conclut, lui, à la nécessité de la préparer.

Les Assises nationales ne sont pas seulement un mot d'ordre. C'est une réalité vivante qui, en préparant des conférences locales ou corporatives, rassemblant les syndicats et les travailleurs, grouperait la classe, *impulserait des luttes partielles et non plus isolées.* Ces actions servent à la conviction, par l'action de tous ceux qui se refusent encore à l'unité, balayent tous les obstacles vers la grève générale, en exaltant tous les exemples, les succès, même partiels, de la classe ouvrière.

Les Assises nationales dresseraient une direction nationale ouvrière des syndicats, de tous les travailleurs, face aux monopoles et à leur gouvernement.

C'est seulement en indiquant cette voie, Frachon, que les « proltéaires secoueront le prunier tous ensemble » et récolteront les fruits que leur lutte aura mûris.

Roger SONTET.

Camarade
Abonne-toi
6 mois : 200 francs.
1 an : 400 francs ;
C.C.P. : Société de Presse, d'Edition et de Librairie, 6032-01 PARIS.

UN APPEL de la SECTION DU RHONE DU S.N.I.

LE Syndicat des Instituteurs (Section du Rhône du S.N.I.) estime le moment venu de s'adresser à **toutes les organisations syndicales** *ouvrières pour les inviter à étudier et à mettre en œuvre en commun les moyens :*

— de lutter contre les menaces de guerre ;

— d'exprimer la solidarité de la classe ouvrière française à l'égard des peuples coloniaux soulevés contre l'impérialisme français ;

— de faire triompher les légitimes revendications des travailleurs ;

— de s'opposer à toutes les atteintes aux libertés démocratiques ;

— de protéger la jeunesse contre l'emprise de l'Eglise, instrument de régression culturelle et sociale, par la défense systématique de l'enseignement et de l'idéal laïques.

Le syndicat des instituteurs du Rhône estime qu'une telle entreprise n'a de chances d'être efficace que dans la mesure où elle s'établira strictement sur une base de classe, à l'exclusion de toute compromission avec des organisations représentant la bourgeoisie ou issues d'elle.

A cet effet il invite les organisations ouvrières à dénoncer avec lui énergiquement, la C.F.T.C. comme organisation de division ouvrière (puisque son existence se fonde sur une conception pluraliste de syndicalisme et de trahison ouvrière), de par son allégeance à l'Eglise, expression et soutien du capitalisme.

Le Syndicat des Instituteurs du Rhône :

— renouvelle aux organisations C.G.T., C.G.T.-F.O. et Autonomes de la Fonction Publique, ses propositions d'organisation d'une conférence de la Fonction Publique en vue de préparer une action unie des fonctionnaires ;

— propose aux Unions Départementales (C.G.T. et F.O.- et aux organisations départementales autonomes la constitution d'un comité permanent de liaison afin de permettre une confrontation des points de vue sur les problèmes revendicatifs actuels ;

— les invite à préparer une « conférence départementale pour l'unité, chargée d'étudier les conditions d'un retour à l'unité organique du syndicalisme ouvrier ;

— propose l'organisation immédiate en commun, sur une base ouvrière, d'une campagne d'agitation :

a) contre la guerre et le colonialisme,

b) pour la défense de l'école publique (par meetings, presse, affiches, tracts, etc.).

Le Syndicat des Instituteurs du Rhône se déclare prêt à tout mettre en œuvre pour donner à cet appel le retentissement que commande son importance.

(Adresser toute correspondance au secrétaire général Duthel, instituteur à l'Arbresle - Rhône.)

MINISTERE DU TRAVAIL, *Force Ouvrière et C.N.P.F.*

POUR remplacer le mot « arbitrage » dont la mauvaise réputation — justifiée — n'est plus à faire, le ministère du Travail a trouvé le mot « conciliation ». Qu'importe le mot, sa signification reste la même aujourd'hui comme hier ; à savoir qu'en cas de conflit entre travailleurs et patrons, l'Etat désigne un représentant non-authentifié chargé de régler le différent, ou plus exactement de connaître et faire connaître, au moyen d'investigations, si les patrons en cause ont la possibilité financière de satisfaire aux demandes ouvrières.

Cette proposition ministérielle est parfaitement claire. Elle tente de dresser un barrage supplémentaire à la lutte ouvrière, de faire intervenir un tiers pour résoudre, au mieux des intérêts patronaux, les difficultés créées par la grève.

Placée devant cette proposition ministérielle, le CNPF a dit non.

Pourquoi ? De rendez-vous d'octobre en rendez-vous d'avril, du refus de l'adoption d'un minimum vital à 25.000 frs, les patrons l'avaient vraiment trop belle pour ne pas tenter une offensive délibérée contre le mouvement en essayant d'effacer définitivement les traces laissées par août 53. Il s'agit moins, pour eux, des pouvoirs réels du conciliateur proposé par le ministère — ce conciliateur n'a aucun pouvoir, et choisi par l'Etat des patrons il reste l'instrument des patrons — que de n'autoriser aucune démarche, de n'admettre aucun signe qui puisse laisser croire que l'on serait éventuellement décidé à discuter salaires. C'est la suite logique du refus patronal systématique d'aborder la question des salaires au cours des conversations qui ont abouti à la signature des conventions collectives dans le courant de l'année 1954.

A la suite de quoi, Bothereau, secrétaire confédéral de la CGT-Force-Ouvrière a levé le drapeau de la révolte. Partant d'un raisonnement simpliste similaire à la CGT, Bothereau déclare en substance : « Puisque les patrons sont contre les conciliateurs, ceux qui sont contre les patrons doivent être pour les conciliateurs. »

1 + 1 — 1 = 2

C'est simple mais il fallait y penser. Fort de ce raisonnement, le lyrisme de notre auteur ne connaît plus de bornes. Imitant Burnham, ce rénégat du mouvement ouvrier américain et pilier idéologique de l'impérialisme yankée (1), Bothereau n'hésite pas à intituler son article : « L'ère des investigations ». Et de poser l'alternative suivante : « ou bien les travailleurs sauront où va leur (2) entreprise, ce qu'elle peut pour eux, ce qu'ils peuvent attendre d'elle. Ou bien le mur des petits (!) secrets tiendra bon jusqu'à ce que la poussée monte au niveau des revendications nationales ». Passons sur le possessif « faisant des travailleurs les présents propriétaires des entreprises », pour ne voir dans l'alternative posée que la raison véritable de la proposition ministérielle : faire un arrangement maison pour éviter toutes luttes ouvrières. Autrement dit, les patrons + le conciliateur = 2, moins les ouvriers = 1. Il reste que la conciliation n'est qu'un masque à la dictature du capital.

Mais le raisonnement de Bothereau comporte un autre vice fondamental que celui de remettre à un conciliateur le soin de décider du bien-fondé des revendications ouvrières et de leur possibilité d'être satisfaites, en ce qu'il subordonne l'augmentation des salaires à la bonne marche de l'entreprise.

Non !

Si les patrons ne font pas d'affaires, si l'anarchie capitaliste règne, dominée par la loi du profit, ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais.

L'économie capitaliste est incapable d'assurer le bien-être des travailleurs.

Les travailleurs eux, sont capables de faire marcher l'économie pour le bien-être de tous, en supprimant la loi du profit, en planifiant et concentrant l'économie, en nationalisant les trusts industriels et les banques, en contrôlant la production du haut en bas de la production. Mais ceci n'a rien à voir avec les « investigations » proposées par le ministère du Travail et saluées par le secrétaire général de Force-Ouvrière comme une ère nouvelle.

FRANÇOIS TARRANT.

(1) Il écrivit, entre autres chefs-d'œuvres, « L'ère des organisateurs ».
(2) C'est nous qui soulignons.

Les menées bureaucratiques continuent

EST-CE pour ne pas préparer les grands combats de demain que la direction de la C.G.T. multiplie ces temps-ci les tentatives d'exclusions et les exclusions de l'organisation confédérale ?

Telle est la question qu'on est en droit de se poser quand on sait qu'après les cheminots — Avonges exclu à Caen et Favrot menacé de la même mesure à Paris-Est —, les métallos Varret, suspendu, et Lamiscarre, exclu, sont les victimes du même appareil bureaucratique.

Il fut un temps où ces exclusions étaient entourées d'un simulacre de démocratie et d'un semblant de justification idéologique. Ceci n'est même plus nécessaire, sans doute parce qu'insuffisamment convaincant. Ainsi, le camarade unitaire Varret, de chez Renault, fut suspendu de l'organisation syndicale parce qu'il avait des idées *politiques* différentes de celles de la direction. Quant au camarade Lamiscarre, de chez Renault, il est impossible de savoir sous quel prétexte la direction l'a rayé de la liste des adhérents de la C.G.T., car *il lui fut interdit d'assister à l'assemblée générale qui procéda à son exclusion.*

Le syndicat crève doucement, victime de la sclérose de sa direction, mais celle-ci tente de l'achever plus vite en vidant tout élément capable d'apporter du dynamisme et une orientation à une organisation amorphe et sans perspectives.

Ces exclusions se situent au moment où la politique de la bourgeoisie fait faillite sur tous les plans et où seules des solutions ouvrières peuvent sauver du marasme économique la classe ouvrière et le peuple travailleur.

Face à une politique qui voudrait que les ouvriers se battent entreprise par entreprise pour arracher Dieu sait quoi !, les militants unitaires opposent la perspective de la préparation d'une lutte d'ensemble de toute la classe ouvrière pour l'unité d'action de toutes les organisations confédérales dans la confrontation démocratique de tous les points de vue.

C'est parce que les travailleurs en ont assez des grèves tournantes et des grèves partielles, des demi-victoires qui ne sont jamais que des demi-échecs ;

— C'est parce que les travailleurs veulent que les confédérations s'unissent ;

— C'est parce que les travailleurs veulent lutter tous ensemble,

Qu'ils combattent les exclusions de la C.G.T., contraires aux principes démocratiques et contraires aux aspirations et aux volontés qu'elles représentent.

P. Scali
LA REVOLUTION BOLIVIENNE
1 brochure franco : 50 frs.
C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 - PARIS

Préparons une lutte d'ensemble
pour une augmentation égale pour tous

CHEZ LES CHEMINOTS

Le bluff de l'opération « bas salaire »

LES cheminots des basses échelles (de 1 à 5) ont touché le rappel pour le quatrième trimestre 1954 de l'augmentation de la prime dégressive aux bas salaires, résultat du fameux « rendez-vous d'octobre ».

Cette somme, l'administration confirme qu'elle ne serait pas inférieure à... 1.000 francs (pour 3 mois). Une note plus récente (la Ph 1 du 5 janvier 1955) donne le tableau des valeurs de la « prime raccord » accordée aux échelles 16, 17, 18, 19 (augmentation de 10, 20, 30 et 40 % de la prime de fin d'année, plus les répercussions sur l'indemnité de résidence), cette prime étant valable pour l'exercice 195 , courant janvier une échelle 19, neuvième échelon, notée M3 touchera un rappel de... 54.000 frs (à Paris).

Il n'y aura aucun rappel pour les échelles 5 à 15. Pas un sou !

Pour l'ensemble des cheminots il est accordé à partir du 1er janvier 1955 un complément de la part de productivité.

Il faut souligner que

1) Les abattements de zones subsistent.

2) Ce complément de la part de productivité ne s'ajoute pas à l'indemnité spéciale dégressive qui sera « aménagée de telle sorte que la rémunération de base (échelle 1 à l'essai) soit augmentée de 6,50 frs de l'heure à Paris (compte tenu du complément de la part de productivité) ».

3) Cette somme subira la retenue pour la caisse de Prévoyance mais « ne sera pas soumise à la retenue pour la caisse des retraites » cela veut dire qu'elle ne comptera ni pour le calcul de notre retraite ni pour le calcul de notre prime de fin d'année. Cela veut dire aussi que les retraités sont frustrés de la péréquation.

Soulignon par contre que la « prime raccord » des échelles 16, 17, 18 et 19 (P.F. A plus indemnité de résidence) est soumise à la retenue pour la caisse des retraites.

L'opération « bas salaire » se termine par une compression de la hiérarchie au sommet.

Les cheminots ne peuvent se satisfaire de telles mesures. Alors que la fameuse « productivité » est à l'indice 140 par rapport à 1938, le pouvoir d'achat de leurs salaires ne représente que 58 %. A qui profite leur travail ? Aux grosses sociétés qui bénéficient des « transports prioritaires » et aux actionnaires qui continuent à toucher leur dividende. Et pour maintenir cet état de choses les gouvernements qui se succèdent cherchent à les écœurer en offrant au sommet ce dont la base aurait besoin.

A cela une seule réponse : Augmentation de 10.000 frs égale pour tous.

(Extrait du « Cheminot Autonome ».)

54 jours de grève dans l'usine !

LES métallos de Fronckes ont tenu leur grève pendant 54 jours. Vous lisez bien camarades : 54 jours. Et ils sont rentrés sans rien. Et « L'Humanité » écrit que les travailleurs « envisagent de poursuivre l'action dans l'usine sous d'autres formes ».

Menteurs, odieux menteurs sont les Duclos et les Thorez qui du haut de la tribune de leur Comité Central osent déclarer que « l'action quotidienne dans l'entreprise est la forme de lutte adaptée à la situation ».

Il ment le tract diffusé par l'U.S. Métaux CGT de la R.P. qui affirme que c'est dans « l'usine », vous lisez métallos, dans « chaque usine », isolément que peut être vaincue la résistance du groupe patronal. Plus lamentable encore est la perspective qu'ouvrent les Linet et autres Lunet à la suite de Thorez aux métallos du « combat par atelier, équipe, chaîne, bureau, usine ».

Non, mille fois non. Ce n'est pas à la base que résident les obstacles à l'unité d'action. Ce ne sont pas les travailleurs qui refusent le combat. Mais ils veulent se battre pour quelque chose avec des chances de succès. Et pour cela, le « succès de l'ensemble des revendications » dépend essentiellement d'une préparation réelle d'une lutte générale, tous ensemble et jusqu'au bout. Sur cette base, l'unité d'action se réalisera aisement dans l'usine. C'est ainsi et seulement ainsi que seront brisées les résistances du groupe patronal. 54 jours de grève ! Une combativité exemplaire. Mais une lutte isolée c'est l'échec et la leçon de Fonckes ne sera pas perdue pour les métallos et toute la classe ouvrière.

CONTRE LA hiérarchisation

A la Sécurité Sociale, une fable savamment entretenue par la presse aux ordres du grand capital hurle aux hauts salaires. Aves des salaires de l'ordre de 23.000 francs par mois pour les petites catégories ! ! Qu'ils y viennent les Bony de « L'Aurore » et autres Brisson du « Figaro ».

En juillet 1954, une convention collective a été signée. Les obstacles à son application ont entraîné de nombreux secteurs de la SS à la lutte. L'unité et l'unanimité des actions engagées démontrent la volonté de combat qui anime les employés. Et pourtant, qu'amène cette convention !

De nombreuses catégories n'ont perçu aucune augmentation. D'autres, parmi les employés classés entre 100 et 210, ont vu leur coefficient s'élever de 5 à 15 points, soit une augmentation brute de l'ordre de 611 francs à 1.835 francs par mois.

Mais les cadres de la SS voient leur coefficient augmenter de 50 et même, pour le Directeur, de 100 points, soit 13.200 francs par mois.

Il est évident que, sur une telle base, magiré la combativité réelle, et l'unité réalisée entre les trois syndicats (CGT, FO et CFTC), l'issue vers la généralisation des actions est difficile à réaliser. Les syndicats en sont réduits à préconiser la « grève du zèle » qui, bien suivie au début, s'épuisera très vite, sans succès revendicatif si la perspective d'une action générale de tous les employés de la SS n'est pas tracée. Mais cette action générale exige une plateforme revendicative correcte qui tienne compte des besoins de la masse. L'augmentation égale pour tous, par exemple, de l'ordre de 10.000 francs, telle qu'elle est formulée par les cheminots, permettrait de sonder les employés dans une lutte d'ensemble. 10.000 francs pour tous représenteraient une augmentation substantielle pour les employés et pour de nombreux cadres. L'unité d'action des syndicats de la SS est un bien précieux. Encore faut-il qu'elle prenne racine sur une base revendicative satisfaisante. La conférence des employés de la SS, organisée paritairement par tous les syndicats, permettrait la libre et fraternelle discussion de ces prolèmes et leur solution.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le gérant : Fontanel.

Société Parisienne d'Impressions
4, Rue Saulnier — PARIS (IXe)